



Affaire suivie par :
Mélanie Ribes
Domaine Informatique et
Electronique
Tél : 01.69.26.55.28
Fax : 01.69.26.70.28
Courriel : melanie.ribes@cea.fr

**SUPERVISION OPERATIONNELLE,
MAINTENANCE ET EXPLOITATION DU
LABORATOIRE DE ROSELEND**

Marché CEA/DIF n° DIE-B24-09512-MR

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommé « **CEA** »
d'une part,

ET :

La société **NOM DE LA SOCIETE**, NATURE DE LA SOCIETE au capital de MONTANT euros, sise au ADRESSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Ville sous le numéro R.C.S. VILLE B SIREN, ayant son siège social à ADRESSE, représentée par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommée « **Titulaire** »
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS.....	3
ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE	4
ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS.....	4
ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE.....	5
ARTICLE 8 - RECEPTION ET GARANTIE	5
ARTICLE 9 - MONTANT - REGIME FISCAL	5
ARTICLE 10 - REVISION DES PRIX.....	5
ARTICLE 11 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	6
ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE	7
ARTICLE 13 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	7
ARTICLE 14 - TRAVAIL DISSIMULE.....	7
ARTICLE 15 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	7
ARTICLE 16 - PENALITES.....	8
ARTICLE 17 - RESILIATION	8
ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES	9
ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....	10

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la supervision opérationnelle, la maintenance et l'exploitation du Laboratoire de Roselend, ci-après désignée « les Prestations », pour le compte du centre CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Bruyères-le-Châtel (91).

Ces Prestations seront réalisées pour le compte du Département Analyse, Surveillance, Environnement (DASE).

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

2.1 Les dispositions du présent marché et de ses annexes prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- le Cahier des Charges référencé CEA/DIF/DASE/SRCE DO95 du 21/03/2025,
- le Dossier de Sécurité du Laboratoire de Roselend,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXX du XX/XX/XXXX.

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS

Les Prestation portent sur la supervision, la maintenance et l'exploitation du Laboratoire Naturel de Roselend.

Elles comprennent la réalisation des tâches détaillées dans le paragraphe 2 du CDC cité supra et ses annexes 1 et 2.

Pour la supervision, elles concernent entre autres :

- La vérification de l'état général du Laboratoire et des infrastructures,
- L'identification des besoins en petits travaux d'entretien,
- La surveillance de la qualité de l'air,
- La vérification du fonctionnement les moyens de communication.

Pour l'exploitation, elles concernent entre autres :

- La vérification des moyens d'accès,
- La relève ou récupération des données,
- La gestion des déchets non dangereux,
- La mise en hivernage au Laboratoire.

Ainsi que le suivi des prestataires qui interviennent sur le laboratoire.

ARTICLE 4 - LIEU D'EXECUTION

Les Prestations, objet du présent marché, seront exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire en partie dans ses locaux ou ceux du CEA, situé au Laboratoire de Roselend (73270 Beaufort).

ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE

5.1 Le Titulaire s'engage au titre du présent marché, à remettre au CEA les documents suivants :

Document à remettre	Délais de remise des documents
Rapport mensuel à transmettre au CEA concernant la maintenance des infrastructures du Laboratoire de Roselend	Mensuellement, le dernier jour ouvré de chaque mois
Rapport à remettre concernant l'entretien du Traxter	Semestriellement, le dernier jour ouvré du semestre concerné

5.2 Les documents remis au CEA devront être fournis à la fois sur support papier (un original et une copie) et informatique, en langue française. Des duplications de fichiers devront pouvoir être faites et les logiciels et versions utilisés avoir fait l'objet d'un accord préalable du CEA.

5.3 Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent marché ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- pour le CEA : Eric PILI Tél : 01.69.26.50.11,
- pour le Titulaire : XXXXXXXXXX Tél : XX XX XX XX XX.

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours avant le démarrage de la prestation concernée, la demande d'acceptation du sous-traitant accompagnée des documents afférents (formulaire transmis sur simple demande adressée au Bureau des Affaires Commerciales).

ARTICLE 8 - RECEPTION ET GARANTIE

Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 2 au présent marché).

ARTICLE 9 - MONTANT - REGIME FISCAL

9.1 Montant

Le montant du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de **<mois et année de remise de l'offre>**, est fixé à la somme forfaitaire et révisable de **<XX,XX>** € HT (**<XXXX>** EUROS HORS TAXES), franco de port et d'emballage, toute sujétion incluse.

Ce montant se décompose en Annexe 1.

9.2 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 10 - REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 9 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de **<mois et année de remise de l'offre>**.

Ils sont révisables annuellement au mois de **<mois anniversaire du marché>**. Un mois avant cette échéance, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des affaires commerciales (BACO) du CEA/DIF une nouvelle proposition de prix pour l'année suivante, qui pourra faire l'objet d'une négociation.

En tout état de cause, si les Parties ne parvenaient pas à un accord, les prix seraient révisés dans la limite maximale de la formule suivante :

$$P = P_0 \left[0,15 + 0,85 \times \left(\frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS0} \right) \right]$$

dans laquelle :

- P = prix révisé,
- P_0 = prix initial puis dernier prix révisé
- Indice₁₀ = valeur de l'indice ICHTrev-TS (indice du coût horaire du travail révisé – Tous salarié – Coût du travail – Activités spécialisées, scientifiques, techniques), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, pour le mois de **<mois et année de remise de l'offre>**, puis dernier indice retenu,
- Indice1 = dernière valeur publiée de ce même indice, connu à la date de demande de révision de prix, soit au **<mois de demande de révision de prix>**.

Au cas où les dispositions du présent article n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Dans le cas où le jeu de la formule conduirait à une augmentation supérieure à 3 % l'an, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

11.1 Conditions de facturation

11.1.1. Formalisme de la facturation

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : DIF-D,
- le n° complet du présent marché soit **4600XXXXXX** / **P6XXX** (= numéro d'engagement),
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (Poste 10).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour toute demande concernant le portail CHORUS : cea-dam-demat@cea.fr

Pour toute demande concernant la comptabilité fournisseur : cea-dam-comptabilite@cea.fr

11.1.2. Présentation des révisions de prix

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

11.1.3. Règlement des factures

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,
- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

A défaut, toute facture émise sans le justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclée ».

11.2 Conditions de paiement

Le montant du présent marché sera facturé trimestriellement à la réception par le CEA des rapports mensuels de maintenance pour le trimestre en cours, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE

Les dispositions relatives à la confidentialité sont décrites au chapitre 4 « Confidentialité et données à caractère personnel » des CGA.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

Les dispositions relatives à la Responsabilité et aux Assurances sont décrites dans le chapitre 12 « Responsabilité et assurances » des CGA.

ARTICLE 14 - TRAVAIL DISSIMULE

Les dispositions relatives au travail dissimulé sont décrites au chapitre 8 « Exécution des prestations » - article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités » des CGA.

ARTICLE 15 - DUREE

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de 36 mois à compter du 13/05/2025. Le présent marché sera réputé terminé au parfait achèvement des Prestations, soit le 12/05/2028.



ARTICLE 16 - PENALITES

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

16.1 Retard d'exécution

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Prestations, ou une des composantes des Prestations, dans les délais fixés aux articles 5 et 15 ci-dessus, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 24 des CGA, le montant de la pénalité sera de 2/1000 (deux pour mille) du montant hors taxes du forfait trimestriel par jour calendaire de retard constaté relativement aux délais précités.

16.2 Mesure pour mauvaise exécution

Si les Prestations ne correspondent pas aux attentes du CEA, le Titulaire les reprendra à ses frais. Le CEA fixera un nouveau délai de réalisation ou à défaut pourra demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Prestations, aux frais et risques du Titulaire.

16.3 Application des pénalités

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

16.4 Caractère des pénalités

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

ARTICLE 17 - RESILIATION

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,
Le

Pour le CEA,
Le

ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES



ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

Le CEA

Le Titulaire

Marché/Accord-cadre/Commande n°

Lot/phase/période :

Rejet (réception refusée) :

le / /

MOTIFS :**Ajournement (délais accordés pour intervenir) :**

le / /

MOTIFS :**Réception validée :**

le / /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le :

Pour le CEA
<u>Visa(s)</u>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<u>Signature et cachet du CEA</u>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

Pour le Titulaire
<u>Visa(s)</u>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<u>Signature et cachet du Titulaire</u>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :